

**NEWCO SAB 715**  
Société par actions simplifiée au capital social de 0,40 euro  
3, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris  
108 248 014 R.C.S. Paris

---

**ACTE SOUS SEING PRIVE DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE  
DU 10 AOUT 2026**

---

L'an deux mille vingt-six,  
Le dix août,

La société **KI Knight Lux Holdco 2 S.à.r.l.**, une société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 2-4 rue Beck, 1222 Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B282630, dûment représentée (ci-après, l'« **Associé Unique** »), devenue associé unique de la société **NEWCO SAB 715**, société par actions simplifiée, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 108 248 014 (ci-après, la « **Société** »), suite à la cession de toutes les actions de la Société en sa faveur intervenue en date de ce jour,

après avoir pris connaissance :

- des statuts actuels de la Société (ci-après, les « **Statuts** ») ;
- de la lettre de démission de Madame Sabine Dahan de ses fonctions de Président de la Société ;  
et
- du projet de nouveaux statuts de la Société tel qu'il figure en **Annexe 1**

a pris les décisions suivantes :

**PREMIERE DECISION**

*Constatation de la démission de Madame Sabine Dahan de ses fonctions de Président de la Société*

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance de la lettre de démission de Madame Sabine Dahan, prend acte de la démission de Madame Sabine Dahan de ses fonctions de Président de la Société avec effet en date de ce jour et la remercie pour les services rendus à la Société.

## DEUXIEME DECISION

*Nomination de Madame Anne-Sophie Grouchka en qualité de nouveau Président de la Société en remplacement du Président démissionnaire*

L'Associé Unique décide de nommer en qualité de nouveau Président de la Société, en remplacement du Président démissionnaire, Madame Anne-Sophie Grouchka, de nationalité française et résidant au 46, avenue du Bois, 92190 Meudon, France.

L'Associé Unique décide que Madame Anne-Sophie Grouchka est nommée Président de la Société à compter de ce jour pour une durée indéterminée et qu'elle est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans les limites de l'objet social.

L'Associé Unique décide de ne pas allouer de rémunération à Madame Anne-Sophie Grouchka pour l'exercice de ses fonctions en tant que Président de la Société.

L'Associé Unique constate que Madame Anne-Sophie Grouchka a d'ores et déjà accepté les fonctions de Président de la Société et déclaré n'être frappée d'aucune mesure pouvant lui interdire d'exercer lesdites fonctions dans le respect des dispositions légales et statutaires.

## TROISIEME DECISION

*Modification de la dénomination sociale de la Société*

L'Associé Unique décide d'adopter comme nouvelle dénomination sociale : **Knight Partners 2**

En conséquence l'article 2 (*Dénomination*) des statuts de la Société est modifié comme suit :

« 2.1 La Société a pour dénomination sociale : **Knight Partners 2**

2.2 Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social, du siège social et du numéro d'identification au registre du commerce et des sociétés. »

## QUATRIEME DECISION

*Adoption des nouveaux statuts de la Société, avec notamment un nouvel objet social*

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du projet de nouveaux statuts de la Société, décide de modifier les Statuts conformément au projet de nouveaux statuts figurant en **Annexe 1** aux présentes (les « **Nouveaux Statuts** »), qui incluent notamment la modification de l'objet social, et adopte article par article ainsi que dans leur intégralité ces Nouveaux Statuts.

## **CINQUIEME DECISION**

### *Pouvoirs pour les formalités*

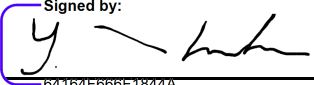
L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent acte en vue de l'accomplissement des formalités.

\* \* \*

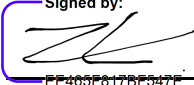
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent acte qui, après lecture, a été signé par l'Associé Unique.

*[Page de signature à suivre]*

**KI Knight Lux Holdco 2**

Signed by:  
  
64164F666F1844A...  
Représentée par : Yves Kuhn  
Titre : Dûment autorisé

**KI Knight Lux Holdco 2**

Signed by:  
  
EE400F617B7F347E...  
Représentée par : Lou Kiesch  
Titre : Dûment autorisée

**Annexe 1**  
*Nouveaux Statuts*

**Knight Partners 2**

Société par actions simplifiée au capital de quarante centimes d'euro (0,40 €)

Siège social : 3, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris

108 248 014 R.C.S. Paris

(la « **Société** »)

---

**STATUTS**

**EN DATE DU 10 AOUT 2026**

---

---

Certifiés conforme par :

**Anne-Sophie Grouchka**

Titre : Président

## **Article 1.      FORME**

- 1.1**      La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et à venir et notamment les dispositions des articles L. 227-1 et suivants du code de commerce, ainsi que par les présents statuts (les « **Statuts** »).
- 1.2**      Les personnes physiques ou morales propriétaires d'actions émises par la Société ont la qualité d'associé (les « **Associés** » ou, individuellement, un « **Associé** »).
- 1.3**      La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Associé(s). En cas d'associé unique (l'« **Associé Unique** »), les prérogatives revenant aux Associés aux termes des statuts sont exercées par l'Associé Unique.

## **Article 2.      DÉNOMINATION**

- 2.1**      La Société a pour dénomination sociale : **Knight Partners 2**
- 2.2**      Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social, du siège social et du numéro d'identification au registre du commerce et des sociétés.

## **Article 3.      OBJET SOCIAL**

La société a pour objet, en France ou dans tous pays :

- l'achat, la souscription, la détention, la gestion, la cession ou l'apport de participations, d'actions ou autres valeurs mobilières ou instruments financiers dans toutes sociétés,
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise de bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers,
- toutes opérations, tant pour son compte que pour le compte de tiers, d'exploitation de marques, ou de tout droit de propriété intellectuelle sous quelque forme que ce soit,
- toutes prestations de service en matière administrative, financière, comptable, commerciale, informatique, de gestion ou autre, et
- plus généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus et aux activités similaires et connexes, ainsi que de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la Société, son extension, son développement ou son patrimoine social.

#### **Article 4. SIEGE SOCIAL**

- 4.1** Le siège de la Société est fixé 3, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris.
- 4.2** Il peut être transféré en tout autre lieu du même département ou dans un département limitrophe par une décision du président de la Société qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.
- 4.3** Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de la collectivité des Associés statuant à titre extraordinaire.

#### **Article 5. DURÉE**

La durée de la Société est fixée à 99 (quatre-vingt-dix-neuf) ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par décision de la collectivité des Associés statuant à titre extraordinaire.

#### **Article 6. APPORTS – CAPITAL SOCIAL**

- 6.1** Le capital social s'élève à quarante centimes d'euro (0,40 €), composé d'une (1) action de quarante centimes d'euro (0,40 €) de valeur nominale, entièrement libérée.

#### **Article 7. FORME DES ACTIONS**

- 7.1** Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel ouvert par la Société au nom du ou des Associés dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
- 7.2** Tout Associé peut demander à la Société une attestation d'inscription en compte.

#### **Article 8. CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS**

- 8.1** La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel ouvert au nom du titulaire et sur le registre tenu à cet effet au siège social.
- 8.2** La cession ou la transmission des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire.
- 8.3** Le mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de titres ».

- 8.4** Les actions résultant d'une augmentation de capital sont cessibles à compter de la réalisation définitive de celle-ci.
- 8.5** La cession ou la transmission d'actions de la Société est libre.
- 8.6** Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

## **Article 9. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

- 9.1** Les actions sont toutes de même catégorie. Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Elle donne également droit au vote et à la représentation dans les décisions collectives, dans les conditions fixées par les Statuts. Les Associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
- 9.2** La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des Associés et aux Statuts.
- 9.3** Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les Associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

## **Article 10. PRÉSIDENT**

### **10.1 Nomination**

- 10.1.1** La Société est administrée et dirigée par un président (le « **Président** »), personne physique ou morale, Associé ou non de la Société.
- 10.1.2** Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des Associés statuant à titre ordinaire et il peut être révoqué à tout moment dans les mêmes conditions.
- 10.1.3** Lorsqu'une personne morale est nommée Président, cette dernière exerce son mandat par l'intermédiaire de son représentant légal. Toutefois, cette personne morale a la possibilité de désigner une personne physique, dont l'identité doit être communiquée à la Société, comme représentant de la personne morale pour l'exercice des fonctions de Président de la Société. La durée du mandat du représentant est la même que la durée du mandat de

la personne morale qu'il représente, la personne morale pouvant toutefois à tout instant notifier à la Société qu'il est mis fin aux fonctions du représentant. Dans ce cas, et à défaut de désignation d'un nouveau représentant, la personne morale agit par l'intermédiaire de son représentant légal. Les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient dirigeant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

- 10.1.4 Selon les conditions prévues par la loi, le Président, personne physique, peut être également lié à la Société par un contrat de travail qui devra être approuvé au préalable par la collectivité des Associés statuant à titre ordinaire.

## **10.2 Durée du mandat du Président**

- 10.2.1 Le mandat du Président est à durée déterminée ou indéterminée, celle-ci étant fixée lors de la décision qui le nomme.
- 10.2.2 Les fonctions du Président prennent fin en cas de démission ou de révocation par les Associés, de décès ou d'incapacité dans le cas où le Président est une personne physique et de dissolution ou de mise en liquidation dans le cas où le Président est une personne morale.
- 10.2.3 Le Président peut être révoqué à tout moment et sans préavis. La décision de révocation du Président n'a pas à être motivée. En outre, la révocation du Président ne peut en aucun cas ouvrir droit à versement par la Société d'indemnité de cessation de fonctions sauf disposition particulière écrite approuvée par la collectivité des Associés statuant à titre ordinaire.
- 10.2.4 Le Président est également révocable par décision de justice, pour juste motif, à la demande de tout Associé.

## **10.3 Rémunération du Président**

La rémunération éventuelle du Président est déterminée par la collectivité des Associés statuant à titre ordinaire. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

## **10.4 Pouvoirs du Président**

- 10.4.1 Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à la collectivité des Associés par la loi et par les statuts, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social ou prévue lors de toute décision prise par les Associés.
- 10.4.2 A l'égard des tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social ou de ses pouvoirs, sauf si la Société apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou de ses pouvoirs, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.
- 10.4.3 Le Président peut conférer à toute personne tous mandats comportant un ou plusieurs objets, avec ou sans pouvoir de substitution totale ou partielle.

## **Article 11. DIRECTEURS GÉNÉRAUX ET DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES**

### **11.1 Nomination**

- 11.1.1 Le Président peut être assisté d'un ou de plusieurs directeurs généraux (les "**Directeurs Généraux**" ou individuellement, un "**Directeur Général**"), ainsi que d'un ou plusieurs directeurs généraux délégués (les "**Directeurs Généraux Délégués**" ou individuellement, un "**Directeur Général Délégué**") au sens de l'article L. 227-6 du code de commerce, qui peuvent être des personnes physiques ou personnes morales, Associés ou non de la Société.
- 11.1.2 Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué sont nommés et renouvelés dans leurs fonctions par la collectivité des Associés statuant à titre ordinaire et peuvent être révoqués à tout moment dans les mêmes conditions.
- 11.1.3 Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général ou Directeur Général Délégué, il est fait application des mêmes règles que celles visées à l'**article 10.1.3**.
- 11.1.4 Selon les conditions prévues par la loi, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué, personnes physiques, peuvent être également liés à la Société par un contrat de travail qui devra être approuvé au préalable par la collectivité des Associés statuant à titre ordinaire.

## **11.2 Durée du mandat du Directeur Général et du Directeur Général Délégué**

- 11.2.1 Le mandat du Directeur Général et du Directeur Général Délégué est à durée déterminée ou indéterminée, celle-ci étant fixée lors de la décision qui les nomme.
- 11.2.2 Les fonctions du Directeur Général et du Directeur Général Délégué prennent fin en cas de démission ou de révocation par les Associés, de décès ou d'incapacité dans le cas où le Directeur Général et le Directeur Général Délégué sont des personnes physiques et de dissolution ou de mise en liquidation dans le cas où le Directeur Général et le Directeur Général Délégué sont des personnes morales.
- 11.2.3 Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué peuvent être révoqués à tout moment et sans préavis. La décision de révocation du Directeur Général et du Directeur Général Délégué n'a pas à être motivée. En outre, la révocation du Directeur Général et du Directeur Général Délégué ne peut en aucun cas ouvrir droit à versement par la Société d'indemnité de cessation de fonctions sauf disposition particulière écrite approuvée par la collectivité des Associés statuant à titre ordinaire.
- 11.2.4 Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué sont également révocables par décision de justice, pour juste motif, à la demande de tout Associé.

## **11.3 Rémunération du Directeur Général et du Directeur Général Délégué**

La rémunération éventuelle du Directeur Général et du Directeur Général Délégué est déterminée par la collectivité des Associés statuant à titre ordinaire. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

## **11.4 Pouvoirs du Directeur Général et du Directeur Général Délégué**

- 11.4.1 Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué représentent la Société à l'égard des tiers. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à la collectivité des Associés, ils sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social, sauf limitations expressément stipulées lors de leur nomination ou dans toute autre décision prise par les Associés.
- 11.4.2 Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général et du Directeur Général Délégué qui ne relèvent pas de l'objet social ou de leurs pouvoirs, sauf si la Société apporte la preuve que le tiers

avait connaissance du dépassement de l'objet social ou de leurs pouvoirs, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

11.4.3 Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué peuvent conférer à toute personne tous mandats comportant un ou plusieurs objets, avec ou sans pouvoir de substitution totale ou partielle, sous réserve d'en informer le Président.

11.4.4 En cas de décès, démission, révocation, dissolution, liquidation ou empêchement du Président, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué conservent leurs fonctions sauf disposition contraire dans la décision des Associés le(s) nommant.

## **Article 12. CONVENTIONS**

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du code de commerce sont soumises aux formalités prescrites par ledit article et les dispositions des autres articles applicables dudit code. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

## **Article 13. DROIT DE PARTICIPATION AUX DÉCISIONS COLLECTIVES**

Tout Associé a le droit de participer aux décisions collectives personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom. Un Associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

## **Article 14. DECISIONS DES ASSOCIES**

**14.1** Les décisions des Associés sont prises, au choix de l'auteur de la convocation :

14.1.1 par acte sous seing privé ;

14.1.2 en assemblée générale, pouvant se tenir par tout moyen (vidéo, visioconférence, courriel, télex, fax, etc.).

**14.2** En cas d'Associé Unique, la compétence conférée à la collectivité des Associés lui est dévolue.

**14.3** Les décisions des Associés, y compris celles prises en assemblées, sont consignées dans des procès-verbaux. Les copies de ces procès-verbaux peuvent être valablement certifiées conformes à l'original par le Président.

- 14.4** Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché à une action est proportionnel au capital qu'elle représente.
- 14.5** Les commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toute décision collective en même temps que les Associés ou, le cas échéant, informés des décisions devant être prises par acte sous seing privé.
- 14.6** Toutes décisions visant à augmenter les engagements des Associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.
- 14.7** Les décisions suivantes doivent être prises par la collectivité des Associés :
- 14.7.1 l'augmentation, la réduction ou l'amortissement du capital, ainsi que toutes émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société,
  - 14.7.2 toute opération de fusion, scission, apport en nature ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ou cession d'une branche d'activité,
  - 14.7.3 la nomination, la rémunération et la révocation du Président, ainsi que le renouvellement de son mandat,
  - 14.7.4 la nomination, la rémunération et la révocation des Directeurs Généraux, ainsi que le renouvellement de leurs mandats,
  - 14.7.5 la nomination, la rémunération et la révocation des Directeurs Généraux Délégués, ainsi que le renouvellement de leurs mandats,
  - 14.7.6 la nomination et la révocation des commissaires aux comptes et le renouvellement de leurs mandats,
  - 14.7.7 le transfert du siège social, sous réserve de celui pouvant être effectué par le Président comme indiqué à l'**article 4.2**,
  - 14.7.8 l'approbation des comptes et l'affectation du résultat,
  - 14.7.9 l'approbation des conventions visées à l'article 227-10 du code de commerce,
  - 14.7.10 la transformation de la Société en une société d'une autre forme,
  - 14.7.11 la dissolution de la Société, la nomination ou la révocation du liquidateur, ainsi que, éventuellement, les contrôleurs, et l'approbation des comptes de liquidation,

- 14.7.12 toute modification des statuts, y compris en vue de la prorogation de la durée de la Société, sous réserve des dispositions de l'**article 4.2**, et
- 14.7.13 toute opération qui, du fait de la loi ou des statuts, requiert l'approbation ou le consentement des Associés, notamment les décisions devant être prises à l'unanimité, et

Toute décision prise par les représentants légaux de la Société en violation de cet **article 14.7** est nulle.

**14.8** Pour les besoins des Statuts, la « collectivité des associés » désigne indifféremment l'Associé unique ou l'assemblée des Associés en cas de pluralité d'associés.

**14.9 Tenue d'une assemblée**

- 14.9.1 L'assemblée est convoquée par le Président ou un Associé détenant plus de 10% du capital de la Société ou, en tant que de besoin, par un mandataire de justice. Le commissaire aux comptes peut également la convoquer.
- 14.9.2 L'assemblée générale se tient au lieu indiqué par l'auteur de la convocation.
- 14.9.3 La convocation est faite par tous moyens cinq (5) jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée ou, si tous les Associés le conviennent, le jour même de la réunion de ladite assemblée.
- 14.9.4 La convocation indique l'ordre du jour qui est déterminé par l'auteur de la convocation.
- 14.9.5 Tout Associé peut, en outre, à tout moment et sans condition aucune, requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions. Elle doit cependant être parvenue à la Société au plus tard la veille de l'assemblée ou, si tous les Associés y consentent, le jour même de l'assemblée.
- 14.9.6 L'assemblée est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Associés en tout début de séance, à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires. L'assemblée convoquée par le commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.
- 14.9.7 Lorsqu'une assemblée générale est réunie, une feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire est émargée par les Associés présents et les mandataires des Associés représentés. La signature d'une feuille de présence n'est pas requise lorsque tous les Associés présents ou représentés signent le procès-verbal de la réunion.

- 14.9.8 Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les Associés qui participent à l'assemblée par procuration, visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et conformes à la réglementation en vigueur, lorsque l'auteur de la convocation décide l'utilisation de tels moyens de participation.
- 14.9.9 Les assemblées à caractère ordinaire et à caractère extraordinaire ne délibèrent valablement, sur première convocation, que si les Associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant droit de vote. Sur seconde convocation, aucun quorum n'est requis.

#### **Article 15. QUORUM - MAJORITE**

Sauf disposition contraire des Statuts, les décisions collectives des Associés doivent être adoptées par plus de la moitié des droits de vote détenus par les Associés présents, représentés ou prenant part au vote par tout autre moyen, sauf dans les cas où il en est disposé autrement par une disposition légale impérative.

#### **Article 16. DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIÉS**

Tout Associé a le droit d'obtenir, sur demande, avant toute consultation, le texte des résolutions soumises à son approbation ainsi que les documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause sur le texte desdites résolutions et en particulier les rapports du Président, du commissaire aux comptes ou de commissaires nommés spécialement à cet effet, dans les cas où la loi ou les règlements imposent leur préparation.

#### **Article 17. EXERCICE SOCIAL**

- 17.1 L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.
- 17.2 Le premier exercice social commencera à compter de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et s'achèvera le 31 décembre 2027.

#### **Article 18. COMPTES ANNUELS ET RÉSULTATS SOCIAUX**

- 18.1 Dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social, le Président est tenu de consulter le ou les Associés sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé.
- 18.2 Ce délai peut être prorogé par décision de justice ou sur décision unanime des Associés.

## **Article 19. COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**19.1** Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés, lorsque que la Société est tenue d'en désigner, et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte aux Associés.

**19.2** Les commissaires aux comptes doivent être informés des réunions des assemblées générales, des consultations écrites, des conférences téléphoniques ou visio-conférences, ou de l'établissement des actes sous seing privé.

## **Article 20. COMITE D'ENTREPRISE / COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE**

Les représentants du comité d'entreprise ou du comité social et économique exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président ou sur instruction de sa part le Directeur Général ou le Directeur Général Délégué.

## **Article 21. DISSOLUTION ET LIQUIDATION**

**21.1** La Société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif. La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des Associés statuant à titre extraordinaire. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

**21.2** La collectivité des Associés statuant à titre ordinaire, nomme le ou les liquidateurs. Ils peuvent les révoquer à tout moment, ou restreindre leurs pouvoirs, selon les mêmes conditions. La nomination des liquidateurs met fin aux fonctions du Président et le cas échéant du ou des Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués. La dissolution ne met pas fin aux fonctions des commissaires aux comptes.

**21.3** Pendant toute la durée de la liquidation, les Associés conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de l'existence de la Société.

**21.4** Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'aurait pas encore été remboursé. Le *boni* de liquidation est réparti entre les Associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

## **Article 22. CONTESTATIONS**

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les Associés, la direction et la Société, soit entre les Associés eux-mêmes, relativement

aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions, seront soumises à la juridiction des tribunaux du siège social.